

Une piqûre de rappel appuyée contre l'austérité

Près de 300 personnes ont manifesté, hier place de la République, à l'appel de la CGT, FSU et de Solidaires, et ont relayé localement le mouvement national

La lutte contre les politiques d'austérité, la loi Macron, la réforme territoriale et une certaine défiance générale contre le gouvernement... Les motivations ne manquaient pas pour les quelque 300 personnes venues manifester hier à 10h 30, entre la place de la République, le boulevard des Lices et la sous-préfecture arlésienne. Une manifestation locale, à l'appel de l'intersyndicale mené par la CGT, la FSU et Solidaires (FO ayant décidé de défiler à Marseille), qui relayait un mouvement national (lire page II).

"Salariés du public mais aussi du privé, retraités et chômeurs sont rassemblés pour défendre les droits des travailleurs et dénoncer la spirale inégalitaire dans laquelle nous plonge le gouvernement, avec la loi Macron par exemple, expliquait Claude Mas, secrétaire de l'union locale CGT d'Arles. Il était important pour nous d'organiser une manifestation à Arles, pour que le plus de gens possible puissent se joindre à ce mouvement."

Un rassemblement interprofessionnel qualifié de "très correct" par la CGT locale qui comptait "plus de 300 personnes dans les rangs" et se réjouissait de voir "un cortège rajeuni" par rapport aux dernières manifestations.



Le cortège, parti de la place de République, a emprunté les Lices avant une escale à la sous-préfecture. / B.S.

Même son de cloche à la FSU, première fédération syndicale de l'enseignement, qui estimait à "60% les personnels grévistes dans le 1^{er} degré à Arles", et constatait les fermetures des écoles Marie-Mauron ou André-Benoît, et de nombreuses cantines. "Malgré les dotations de l'État, nous n'aurons pas assez de postes pour accueillir les 2 500 élèves supplémentaires dans le département, lors de la rentrée prochaine, enrageait Claire Billès, secrétaire de la FSU arlésienne, nous allons

nous retrouver avec 31 élèves par classe en maternelle et 28 en élémentaire. Le tout couplé avec la suppression du réseau d'aide prioritaire... Ce n'est pas tenable."

Du côté du privé, les salariés de Transgourmet, basés à Saint-Martin-Crau, étaient également venus montrer leur ras-le-bol. "Nous travaillons déjà avec beaucoup d'intérimaires, ce qui instaure de la précarité, confiait Christian De Vito, secrétaire national CGT pour l'entreprise, la loi Macron ne va

faire qu'accentuer cette précarité en détricotant le code du travail. Nous manifestons pour notre entreprise, dont le site est menacé de fermeture, mais aussi pour défendre le CDI qui est un acquis majeur."

Après le dépôt de plusieurs motions à la sous-préfecture, les syndicats ont donné rendez-vous aux manifestants dans trois semaines, au même endroit et à la même heure, pour le traditionnel rassemblement du 1^{er}-Mai.